

Sociologie de la France :

2^{ème} partie- Les riches et les couches supérieures de la société

7 - DES DENONCIATIONS QUI PRESERVENT LE SYSTEME

Régulièrement, la presse, notamment une certaine presse qui se présente comme contestataire de l'ordre en place ou radicale envers les injustices, publie des noms et des chiffres en prétendant nous éclairer sur le monde des puissants, des riches, des grands patrons, des vedettes du show-business, des stars du sport spectacle, des grandes fortunes, etc.

Mais nous allons voir que ce que nous disent ces gens-là est superficiel, que ce qu'ils disent est en réalité un moyen de masquer les vrais ingrédients de la puissance, et que cela nous empêche de voir clairement qui dirige vraiment, qui a le pouvoir et la puissance, et quelle est en est la source réelle.

En gros, nous disent ces gens-là (Attac, Alternatives économiques, Le Monde Diplomatique, mais aussi le PCF et parfois certains individus du PS) : « il y a des écarts entre les riches et les pauvres... » On s'en serait douté. Il suffit de faire quelques stations de métro en plein Paris pour passer d'un monde à un autre. De Barbès à Passy, c'est plus parlant que les statistiques.

Leur conclusion est toujours la même : les riches, ou certains riches, exagèrent. Depuis quelques années, la mode est à la dénonciation des stocks-options, ou des indemnités de départ des directeurs de grandes entreprises. Avec de telles campagnes, depuis quelques années, les grands patrons sont obligés de déclarer leur revenu annuel.

Mais si ceux-ci acceptent maintenant de publier leurs revenus dans la presse, c'est qu'ils ont bien compris qu'il pouvait être de leur intérêt de jouer une soi-disant transparence : « Vous voyez, je n'ai rien à cacher, disent-ils : si vous trouvez que ce que je touche c'est beaucoup, c'est que vous ne savez pas bien quelle immense responsabilité j'assume. Eh bien, comme cela, vous le savez maintenant. Et vous allez arrêter de croire que l'on est payé à rien faire »

Bref, ils se saisissent de la perche tendue pour mieux justifier leur système, et ils peuvent le faire d'autant plus facilement que personne, et surtout pas ces partis et cette presse ne le conteste au fond. Finalement, ils ne font que faire ce que faisaient depuis longtemps les patrons américains, qui estiment qu'il faut être fier de sa richesse et s'en servir pour humilier celui qui n'en a pas.

Que dit l'extrême gauche ? C'est un petit peu différent. En gros, que les riches s'enrichissent alors que les pauvres s'appauvrissent. Mais l'un des problèmes est que cela n'est vrai qu'en partie. Les riches s'enrichissent, oui. Mais l'ensemble de la population s'appauvrit-il ? Eh bien non.

Sur un siècle, le pouvoir d'achat global de la population a été multiplié par 5. C'est aussi le résultat du travail de l'économiste Thomas Piketty dans l'ouvrage déjà cité (Les hauts revenus en France au 20^e siècle, Hachette littératures collection Pluriel, 2001).

Il est donc faux de dire sans nuances que les couches populaires se sont appauvries. Il y a forcément au moins certaines catégories qui, à certains moments, se sont enrichies. Ne pas le dire, c'est paraître peu crédible aux yeux justement de ceux qui vivent un véritable appauvrissement et qui côtoient les enrichissements des autres. Cela rend les discours de l'extrême gauche peu sérieux aux yeux de ceux qui ont pourtant besoin de leurs idées.

En fait, c'est l'aristocratie ouvrière que ce genre de discours arrange. On ne dit jamais que certaines couches ouvrières sont favorisées. Or ce sont elles qui, pour diverses raisons, ont la parole, sont organisées avec des syndicats, ont une expérience renouvelée des luttes revendicatives. Elles ont alors beau jeu de se plaindre avec ce langage gauchiste qui dit que tout le monde ouvrier est exploité au même titre que la masse ouvrière. Dans ces conditions, un langage prétendument rassembleur du genre « tous ensemble » ne sert que les catégories déjà favorisées, car il vise à faire croire à la bourgeoisie que c'est l'ensemble de la classe ouvrière qu'elle doit craindre, quand c'est seulement une fraction de son aristocratie qui revendique.

Le principe des stock-options, c'est d'accorder à un dirigeant, ou à d'autres hauts salariés d'une entreprise, le droit d'obtenir dans le futur des actions de cette entreprise à un prix fixé d'avance. Lindsay-Owen Jones, PDG de l'Oréal, a ainsi obtenu en 2004 le droit d'acheter en 2009 un million d'actions L'Oréal à 55,54 €. Evidemment, cela n'est intéressant qu'à la condition que l'action L'Oréal monte, et qu'elle monte le plus possible. A la date du 15 septembre 2006, l'action de L'Oréal était par exemple à 80 euros. Un petit calcul donne pour ce jour-là un gain de 24 460 000 €.

Ce système est donc censé inciter le PDG à tout mettre en œuvre pour que le prix de l'action monte, et cela est censé à son tour signifier que l'entreprise se porte de mieux en mieux. Seulement, ce Monsieur touche déjà un salaire pour son travail. Et ce salaire était de 6 570 000 € en 2003 (547 500 € par mois...).

Dénoncer les stock options, c'est s'en prendre à l'accessoire, pour mieux faire accepter comme normal le cœur du système capitaliste. Si les stock-options sont possibles, c'est qu'elles peuvent se greffer sur un système dont on voit bien que même sans stock-options, il est déjà choquant, injuste. C'est ce système qu'il faut viser, pas les à côtés, même si ces à côtés peuvent être impressionnants.

8 - LES ENTREPRISES, UN MONDE A PLUSIEURS VITESSES

Une première manière de chercher à voir à quoi peuvent ressembler les sommets de la société, est de nous intéresser aux entreprises.

L'on compte en France au total 2,4 millions d'entreprises (les chiffres de l'analyse qui suit datent de 1999, et sont tirés de « Alternatives économiques » HS n°43-2000). Mais derrière des mots identiques, « patron », « dirigeant d'entreprise », « entrepreneur », il se cache des mondes extrêmement différents.

Tout d'abord, la moitié de ce que l'on nomme « entreprises » n'a aucun salarié. Ce sont des petits artisans, agriculteurs, commerçants, ou des membres des professions libérales. Ensuite, sur les 1,2 millions d'entreprises restantes, 1 116 000 (93%) ont moins de 9 salariés et sont de très petites entreprises ; 83 000 entreprises (6,9%) sont des entreprises de moins de 500 salariés. Seulement 1930 entreprises (0,1%) ont plus de 500 salariés (1999).

Ces chiffres donnés par l'Insee sont à prendre avec un regard critique. Il faut savoir par exemple que l'Insee compte comme PME chaque enseigne de Mac Donalds ou Benetton, ou même Leclerc et Intermarché. Un nombre croissant de PME sont en réalité des filiales d'un groupe : ainsi un tiers des PMI (petites et moyennes entreprises industrielles sont des filiales de groupes ; et ce sont les plus efficaces des PME du point de vue de la mise en valeur du capital (elles représentent 60% de l'emploi des PMI, 70% du chiffre d'affaires, 68% des investissements, 82% des exportations). Les établissements employant plus de 500 personnes emploient des effectifs en diminution : 20% des salariés en 1975, seulement 10% en 2000.

Le discours et les chiffres officiels tendent à masquer le poids considérable des grands groupes, et à laisser planer l'illusion d'un eldorado pour les petites entreprises, que tout un chacun pourrait monter. En fait, ce qui se monte surtout individuellement, ce sont de tout petits commerces ou des entreprises de services, mais pas des entreprises industrielles, pour lesquelles il faut des mises de capitaux initiaux de plus en plus considérables. D'ailleurs, c'est aux moments où le chômage est au plus fort que ces "créations d'entreprises" sont les plus nombreuses.

Chaque année, il se crée de l'ordre de 160 000 entreprises. Une sur deux meurt en moins de 5 ans. Sur une longue période (1990-2000) le bilan est à peu près nul entre les naissances et les décès, et le nombre total de PME reste à peu près inchangé

On l'a vu dans notre première partie, selon nos estimations, c'est en réalité quelque chose comme 9 millions de personnes qui travaillent dans le cadre d'une grande entreprise, presque autant ou peut-être même plus que celles qui sont comptabilisées comme travaillant dans des entreprises petites ou moyennes, que nous avons estimées à 11 millions.

D'un côté donc 10 ou 11 millions de personnes qui travaillent dans plus de un million d'entreprises. De l'autre, près de 10 millions de personnes qui sont concentrés dans à peine 2 000 entreprises. Le poids économique mais aussi politique et social de la petite entreprise est extrêmement affaibli, face à un monde de la grande entreprise ultra concentré.

Il ne faut pas oublier non plus de dire un mot sur le rôle de l'Etat. Au niveau de ce que nous avons dénommé « cadres dirigeants », l'Etat fournit un apport très important, avec plus de 40% du total de cette rubrique (94 000 sur 217 000). L'administration, par exemple, sert de levier et de guide pour l'exportation des capitaux français à l'étranger. Ses hauts cadres, dans tous les domaines (police, transports en commun, réseaux de transports, éducation nationale, ministère de l'économie et ses études statistiques, etc) servent directement ou indirectement à aider à la valorisation des capitaux.

Les enseignants forment la future main d'œuvre salariée, la société fournit des dizaines de milliers de journalistes qui vont soutenir l'idéologie du système. Il faut se souvenir qu'au 19^e siècle, les premières très grosses entreprises avaient du assurer elles-mêmes toutes ces tâches : éducation et formation dans leurs écoles privées, logements fournis par le patronat, etc. Désormais, tout ce qui n'est pas lié directement à la production a été transmis à la charge

de l'Etat. C'est donc à travers la plupart de ses activités que l'Etat participe à la valorisation du capital, et à la reproduction du système, génération après génération, en l'adaptant tant bien que mal à diverses évolutions.

9 - LE CAPITAL EST AUSSI UN RAPPORT SOCIAL

Lindsay-Owen Jones, pour rester sur cet exemple, est en 2003 le dirigeant d'un grand groupe capitaliste, l'Oréal. A ce titre, il peut se faire voter par son conseil d'administration un salaire de 550 000 € par mois. Auquel il ajoute, toujours en 2003, 1 000 000 de stock-options, mais aussi 95 720 € de jetons de présence. Les jetons de présence sont un paiement censé remercier ces messieurs des Conseils d'administration des grandes sociétés de bien vouloir faire le déplacement et assister à ses réunions.

Mais il serait naïf et faux de croire que la puissance d'un Lindsay Owen-Jones ne tient qu'à ces chiffres. Tout aussi importants, tout aussi essentiels, sont les facteurs sociaux qui prévalent dans ce monde, qui n'a rien à voir avec le nôtre. Si par exemple la France envisage de mettre sous embargo un pays X, et si au même moment L'Oréal envisage d'y construire une unité de fabrication, ce pourrait être une perte importante pour L'Oréal, car cette usine ne pourra pas fonctionner.

L'information, le plus tôt possible, sur les décisions du monde de l'économie et de la politique, est donc aussi importante que la puissance économique déjà acquise. Pour disposer de cette information, il ne s'agit plus, comme nous le faisons dans notre monde, de lire la presse. Pas même un journal comme Le Monde qui embrasse à peu près tous les domaines. Il faut savoir avant que la décision soit prise, et il faut savoir avant les concurrents ou d'autres acteurs et décideurs. Pour cela le seul moyen est de savoir par celui-là même qui va prendre la décision.

Pour avoir accès à ce genre d'information, il faut vivre dans un ou des mondes très fermés, ceux des grandes affaires, des grands bourgeois. On peut appartenir à tel ou tel Club huppé, on peut avoir des amis communs que l'on conserve précieusement depuis les écoles, les grandes écoles pour dirigeants (HEC et autres). On peut multiplier ces liens en choisissant bien son épouse. En réussissant à bien placer ses enfants.

Dans ce monde-là, les enfants ne vont donc se fréquenter qu'au travers de filtres sociaux, comme les rallyes, des fêtes huppées qui coûtent volontairement très cher, et où l'on double le filtrage par un contrôle personnel mené de main de maître par certaines bourgeoises des beaux quartiers, qui se chargent de décider qui est digne ou pas d'être invité.

Et puis, il faut savoir qu'un grand dirigeant d'entreprise du genre Owen-Jones ne se contente pas de présider la direction d'une seule grosse entreprise. En 2002, le Monde Diplomatique a publié une liste de 50 de grands dirigeants et un chiffrage de leurs postes de responsabilité pour l'année 2000. Pour Lindsay Owen-Jones, on lit : 4 postes de direction, 13 mandats d'administrateur, 1 poste de représentant permanent, et un total de 18 fonctions de haut ou très niveau dans autant de sociétés différentes.

Lindsay-Jones n'en fait pas plus que les autres. Cette année-là le grand patron de LVMH (luxe) occupait à lui seul 42 postes de direction, et 17 autres fonctions. Au total, les 50 dirigeants des plus grandes sociétés françaises cumulaient ainsi 1213 postes de direction ou d'administrateurs, de représentants permanents ou autres fonctions. Voilà une des manières

essentielles par lesquelles ce tout petit monde se construit, se conserve, et se renouvelle au fil des décennies.

Le cumul des mandats dont on nous parle régulièrement dans le monde politique est, on le voit, une petite manie gentilette à côté de ce qui se passe dans la haute société capitaliste. Là aussi, d'ailleurs, le radicalisme bidon envers les élus politiques est un cache sexe qui sert à préserver l'essentiel. Dans le haut monde, n'ont le droit de vote que des gens déjà élus par le dieu pognon, les actionnaires. Et ces votes n'ont rien d'égal : ils sont au contraire directement liés au nombre d'actions dont chacun est propriétaire.

On le voit, il est essentiel de lier absolument la notion de richesse avec le monde social dans lequel vivent les individus dont nous parlons ici. Leur richesse est autant le fruit de cette vie sociale, d'une bonne stratégie dans la conduite de cette vie, que des profits des travailleurs qu'ils emploient. On peut même dire que si l'un des membres de cette société était socialement rejeté par les autres, son capital ne lui serait pas d'un grand secours, et sa situation serait intenable, y compris financièrement.

On en a un exemple. C'est celle du baron Empain. A la tête d'un empire industriel belge, il a été aussi un des grands profiteurs de la construction de centrales nucléaires en France dans les années 1970. Il est pris en otage en 1978, ses ravisseurs demandant une rançon. Il sera libéré, mais libre, il est rejeté par la bourgeoisie, car sa capture a été l'occasion pour la presse de faire savoir publiquement des aspects de sa vie privée que le monde bourgeois ne veut pas ébruiter.

Il raconte tout cela dans un petit livre signé « Baron Empain » et intitulé « La vie en jeu » (Jean Claude Lattès 1985) : « Je me désintéresse de tout ce qui se passe à Paris, dit-il. J'ai fait le vide complet : plus de famille, plus d'enfants, plus de métier, plus de groupe, plus rien. Je ne suis pas nu, je suis à poil. Ca ne suffit pourtant pas : on va venir me le reprocher à San Diego, en la personne de ma mère, que je vois débarquer un beau jour à mon hôtel. Si elle a accompli un si long voyage, c'est afin de me dire que j'ai fait beaucoup de tort, beaucoup de mal autour de moi et que je ne peux pas m'en tirer à si bon compte ».

La personne qui est ainsi traitée dirigeait un groupe de 150 sociétés, réalisant un chiffre d'affaires de 36 milliards de francs, et employant 132 000 personnes. Empain doit au bout du compte en « démissionner », et remettra la présidence du Conseil d'administration à Didier Pineau-Valencienne. Edouard-Jean Empain a dû se refaire une nouvelle vie.

10 - UNE PREMIERE PHOTOGRAPHIE DES SOMMETS DE LA RICHESSE

Certaines entreprises du monde capitaliste se sont fait une spécialité dans la publication de chiffres ou de données sur la haute société. La banque américaine Merrill Lynch et la société de services informatiques française Capgemini éditent une étude annuelle des millionnaires en dollars sur la planète. En 1996, ils étaient 4,5 millions à posséder personnellement un million de dollars ou plus. En 2005, leur chiffre a doublé, avec 8,7 millions de ces millionnaires.

Leur nombre augmente de 8% par an, et leur fortune augmente dans la même proportion. Elle atteint un total cumulé de 33 300 milliards de dollars, ou si l'on préfère 26 400 milliards d'euros. Un petit calcul nous dit donc qu'ils possèdent en moyenne chacun 3 350 000 euros.

Sauf que dans ce monde-là, il faut se méfier de la moyenne. Rien n'y est moyen, tout y est incroyablement écartelé entre les riches, les ultra-riches et même les giga-riches. Nous appelons ici « ultra-riches » les millionnaires en dollars, puisque c'est cette liste qu'on nous donne. Ils sont donc 8,7 millions pour 6 milliards d'êtres humains. Il y en a un tiers, 2,9 millions, en Amérique du Nord.

En fait, il y a des ultra-riches partout, et pas seulement dans les pays dits riches. Les pays désignés comme « pauvres » en ont aussi. C'est même là que leur nombre augmente le plus vite. Entre 2004 et 2005, cette augmentation a été de 21% en Corée du Sud, 20% au Moyen-Orient, 19% en Inde, 17% en Russie et même 11% en Afrique.

Si l'on regarde la répartition des fortunes, là encore, un tiers (31%) est détenu aux USA. Un petit tiers revient à des Européens (28%) et le reste est dispersé sur la planète. A noter que le Moyen Orient sur lequel on fantasme beaucoup ne détient que moins de 4%, avec 1200 milliards de \$.

En France, le club des « ultra-riches » comprend 367 000 personnes en 2005 (+ 3,5% par rapport à 2004) pour une population de plus de 60 millions. En fait, il est plus exact d'utiliser ici le nombre de ménages, qui est de 25 millions. A ce moment-là, on peut dire qu'une personne sur 70 que l'on croise dans la rue aurait une chance d'appartenir à une famille millionnaire en dollars. Sauf que les ultra-riches vivent entre eux, et que dans la pratique, nous devons en croiser beaucoup moins.

Si l'on reprend le résultat de notre étude (1^{ère} partie), et que l'on y comptabilise ceux que nous avons appelés « entrepreneurs capitalistes », on dénombre là 2 millions de personnes, trois fois la population « ultra-riche ». Il est donc probable que l'ensemble des 70 000 entrepreneurs capitalistes des grandes entreprises ainsi que leurs 20 000 cadres dirigeants sont des « ultra-riches ». Une partie aussi probablement des cadres dirigeants de la rubrique « Etat, société ». Pour arriver à nos 360 000 personnes, il faudra en chercher encore 180 000 parmi les entrepreneurs capitalistes de PME, soit un dixième de cette catégorie.

Mais les chiffres les plus intéressants sont ceux qui concernent la nature de la richesse comptabilisée. Et là nous allons entrer dans le vif du sujet. Sur un total que nous dirons de 100% pour l'ensemble de ces millionnaires en dollars, la part la plus petite de ces fortunes est constituée à raison de 13% sous forme de dépôts, c'est-à-dire en livrets, caisse d'épargne, codevi, assurances-vie, etc.

Une part un peu plus grande, 16% se présente sous forme d'immobilier, en clair de propriété d'immeubles. Puis, toujours dans l'ordre croissant, 20% de ces ultra richesses sont des placements dans des fonds spéculatifs (ou des hedge funds). Arrivent ensuite 21% sous forme d'obligations. Et enfin, catégorie numéro un, celle qui caractérise le capitalisme, 30% sont des actions (28% en 2004). Au total, ces deux catégories de valeurs mobilières sont majoritaires

On voit ainsi que, même en mettant dans le même sac tous les millionnaires en dollars, on détecte déjà plusieurs choses. D'abord, la forme sous laquelle se trouve cette richesse n'a pas grand chose à voir avec celle que nous connaissons dans les milieux populaires, celle que lui donne l'aristocrate ouvrier, l'employé, ou même le cadre moyen. Dans nos milieux, les

actions sont des exceptions, et en infime quantité sur le patrimoine total. L'essentiel est fait de placements divers. C'est l'inverse dans le haut monde.

Nous allons voir que plus l'on monte dans le monde des « ultra-riches », plus cette distinction prend de l'importance. Ce ne sont pas seulement des différences quantitatives de richesses qui séparent les différentes strates de la haute bourgeoisie, ce sont de véritables différences qualitatives, très prononcées, qui signifient des modes de vie, des modes d'enrichissement, et des modes de reproduction et d'accroissement de la puissance différents.

Augmentons le grossissement de notre microscope social, et passons des ultra-riches à 1 million de dollars et plus, aux « giga-riches » à 1 milliard de dollars et plus.

Ils sont 691 sur Terre, chiffre de 2004. Un chiffre en augmentation de 20% sur 2003. Ils représentent moins de un dix-millième de la population des « ultra-riches ». En clair, dans le monde ultra-riche, on n'a une chance de rencontrer un giga-riche qu'une fois sur 12600. Ils sont donc infiniment plus rares pour un ultra-riche « moyen » que les « ultra-riches » ne le sont pour nous.

Mais ils existent. Leur fortune cumulée est de 2200 milliards de \$ (+16% en un an). Le premier, le plus fortuné des « giga-riches », c'est Bill Gates, fondateur de Microsoft ; il détient en 2004 46,5 milliards \$. Dans les dix premiers, on trouve 5 membres de la famille Walton, qui possèdent le groupe américain de distribution Wall Mart (n°1 mondial). On trouve également le patron d'Ikéo (7è, avec 23 milliards \$), le magnat de l'acier Lakshmi Mittal, avec 25 milliards, le mexicain Carlos Slim, qui fait dans le téléphone portable.

Là où l'« ultra-riche » moyen disposait, on l'a vu, d'un peu plus de 3 millions de \$, le « giga-riche » moyen dispose de 3,2 milliards de \$ en moyenne, mille fois plus. C'est bien d'un autre monde, encore plus secret, encore plus fermé, qu'il s'agit, un monde dont nous ne savons quasiment rien, mais qui est installé aux sommets de la société.

En Europe, on compte 49 giga-riches en Allemagne, 24 en Angleterre et 14 en France (2004). Voici la liste de nos giga-riches français et leur secteur d'activité, ou plutôt le secteur dont ils tirent les moyens d'entretenir leur giga-fortune personnelle :

Liliane Bettencourt, héritière de l'Oréal 17 milliards, est n°1
2è Bernard Arnault LVMH 17 milliards
Serge Dassault, avions privés et militaires, 8 milliards
François Pinault (Printemps La Redoute)
Jean-Claude Decaux, affichage 5 milliards
Les frères Wertheimer, Chanel 5 milliards
Louis-Dreyfus, armateur 3 milliards
Martin Bouygues (béton, TF1) 2,4 milliards
Famille Dumas (sacs Hermès) 2,3 milliards
Vincent Bolloré financier (?) 2,2
Foriel-Destezet (agences d'intérim Adecco) 2 milliards
Didier Primat, équipements industrie pétrole, 1,7
Pierre Bellon, Sodexo, 1,3 milliard
Mérieux, labo pharmacie 1 milliard

Constat important : autant il doit se trouver des vedettes de tout poils parmi les « ultra-riches », autant le monde « giga-riche » est un monde purement capitaliste. Tous sont des capitalistes, dirigeants de grands ou de très grands groupes capitalistes. Aucun sportif en aucun domaine, nulle vedette de quoi que ce soit, zéro politicien, aucun arriviste d'un autre monde que celui du grand, du très grand capital.

Si l'on regarde maintenant les 10 patrons les mieux rémunérés de France en 2004, on croise les mêmes entreprises, mais on obtient une liste composée de noms différents : en salaires annuels 2004

Lindsay-Owen Jones	L'Oréal	6 600 000 €
Jean-René Fourtou	Vivendi Universal	3 450 000 €
Antoine Zacharias	Vinci	3 429 000 €
Maurice Lévy	Publicis	3 200 000 €
Daniel Bernard	Carrefour	3 136 000 €
Henri de Castries	Axa	3 011 000 €
Daniel Bouton	Société Générale	2 940 000 €
Serge Tchuruk	Alcatel	2 848 000 €
Thierry Desmarest	Total	2 787 000 €
Jean-François Dehecq	Sanofi	2 740 000 €

Cette liste des plus hauts salaires patronaux ne nous donne pas du tout la liste des giga-riches. On est sans doute plutôt plus près des ultra riches ou entre les deux.

En fait, le monde des giga-fortunes vit largement au-dessus de ces patrons qu'on nous met en pâture dans la presse. Certes, un salaire annuel de 6 ou 7 millions d'euros comme celui que touche Lindsay Owen-Jones, c'est famélique. Mais s'il ne dispose que de cela, il lui faudrait 2500 ans pour approcher du patrimoine de la personne qui l'emploie, chez l'Oréal, Liliane Bettencourt et ses 17 milliards d'euros. Même en doublant ses revenus grâce aux stock-options, il faudrait encore 1250 ans à Owen-Jones. Sans compter qu'entre temps, Liliane Bettencourt verrait ses actions la mener bien plus haut dans le monde des milliards...

Ce n'est pas avec un quelconque salaire que l'on peut devenir une giga-fortune. C'est avec des actions, et avec beaucoup d'actions. A condition de ne pas être un gogo de petit actionnaire trompé par des publicités tapageuses et par les magouilles des grands financiers, les actions rapportent bien plus et bien plus vite que tout autre source de revenu. Les actions étant une part du capital, c'est donc le revenu du capital qui donne le meilleur rendement, de très loin. En clair, c'est la propriété du capital qui fait les vrais riches de la société capitaliste.

Thomas Piketty a mené une analyse de l'évolution des plus hautes fortunes au cours du 20^{ème} siècle dans le cas de la France. Et les résultats sont instructifs. Ils recourent et amplifient ce que nous venons de voir sous forme de photographie instantanée pour les milliardaires en dollars de l'année 2004. Et ils permettent de reconstituer cette fois un peu de l'histoire de ces fortunes, au cours du 20^{ème} siècle.

Thomas Piketty s'est appuyé sur des statistiques jusque-là peu ou pas du tout utilisées par les économistes : celles de l'administration fiscale, c'est-à-dire des impôts ; il a également étudié les actes de succession, les héritages des grandes fortunes. Enfin, pour estimer certaines sources ignorées des impôts car non-imposables (intérêts des contrats d'assurance-vie, intérêts de certains livrets d'épargne, du côté des riches ; et du côté populaire RMI, allocations

familiales, etc –la seule prestation sociale toujours imposée ayant été les pensions de retraite), il a utilisé cette fois des séries de chiffres de la comptabilité nationale.

11 - QUELQUES DONNEES ECONOMIQUES SUR LA FRANCE DU XX^e SIECLE

Au cours du 20^e siècle, la population de la France métropolitaine est passée de 40 millions à 60 millions d'habitants (+50%). Cette progression a eu lieu presque entièrement au cours de la seconde moitié du siècle (saignées des deux guerres mondiales, allongement de la durée de vie devenant plus rapide). Le nombre de ménages –on appelle ménage un groupe de personnes habitant un même logement est passé de 11 millions à plus de 23 millions, mais la taille des ménages a diminué en même temps, passant de 3,6 personnes en moyenne à moins de 2,5. (Il faudra donc s'attendre à ce que le revenu moyen par habitant progresse plus vite que le revenu par ménage.)

En fait, les chiffres des impôts concernent les ménages fiscaux : un ménage fiscal est un groupe de personnes tenues par la loi de souscrire en commun une même déclaration de revenus. Par exemple, un ménage de 2 concubins non mariés est constitué de 2 foyers fiscaux. Les revenus dont on parlera sont donc des revenus par foyer fiscal. Cependant, on note que tout au long du siècle, en moyenne, chaque ménage compte en moyenne 1,3 foyer fiscal. Le nombre de foyers (imposables et non imposables) est passé de 15 millions à 32 millions.

(le revenu fiscal représente tout au long du XX^e siècle entre 60 et 70% du revenu des ménages au sens de la comptabilité nationale,(page 103)

Par contre, la population active totale a très peu augmenté au cours du siècle ; elle était de 19 millions d'actifs occupés vers 1900, elle est à 22 millions dans les années 1990 (allongement de la durée des études, abaissement de l'âge de la retraite, montée du chômage, taux d'emploi féminin en courbe en U, retrouvant en fin de siècle un niveau qu'elle avait en fait déjà à son début (Piketty 68)). Un actif occupé fait vivre aujourd'hui 3 habitants, au lieu de 2 au début du siècle.

Selon Piketty, le PIB qui mesure l'ensemble des valeurs ajoutées (biens et services) par les entreprises, a été multiplié par 10 au cours du 20^e siècle. Le nombre d'habitants ayant augmenté de 50%, cela veut dire que le PIB par habitant a été multiplié par 6,5 à peu près. Et le revenu par ménage ou foyer par 4,5 (par an : 28 760 F en 1900, 129 000 F en 1998 ; soit par mois : moins de 2400 F en 1900 ; 10 800 F en 1998 ; en euros : 365€ en 1900, 1645€ en 1998).

Cette augmentation n'est pas du tout régulière au fil des années. Dans la première moitié du siècle, celle des guerres, et de l'entre deux guerres marqué par la crise économique de 1929, le revenu moyen par foyer (graphique 1-6 page 105) ne bouge guère. Il commence à monter seulement à partir de 1948, de manière à peu près continue jusqu'en 1978. Et depuis, il ne bouge pratiquement plus. C'est donc sur trente ans, les fameuses « trente glorieuses », que le revenu moyen est monté.

En 1982, le revenu moyen a atteint son maximum (133 000 F/an), le pouvoir de gauche PS-PCF a bloqué tous les salaires. On observe ensuite des périodes de baisse en 1984-85, puis à nouveau en 1993. Finalement, en 1998, le niveau est revenu à celui qu'il était

seulement en 1978, autour donc de 130 000 F par an (1650 € par mois). Cela dit, cette analyse ne prend pas en compte l'évolution des cotisations sociales. Or, leur rôle a pris une place importante au cours du siècle.

Les chiffres sont un peu meilleurs si on regarde l'évolution par habitant. De 1948 à 1978, la pouvoir d'achat est multiplié par quatre. De 1978 à 1998 (vingt ans), il augmente d'un quart (+27%). De même le salaire net moyen par salarié (en comptant salarié y compris les salaires des PDG) est passé de 23 400 F en 1900 à 123 000 F en 1998 ; (soit par mois une évolution de 2000 F à plus de 10 000 F ; en euros, on passe de 300€ à 1520 €). Il y a eu multiplication par 5, mais il faut ajouter par ailleurs une très forte progression des taux de cotisations sociales, et le total salaires + cotisations est alors bien multiplié par 8,5-9.

Il nous faut également dire quelques mots de l'inflation. Entre le début et la fin du 20^e siècle, entre 1900 et 2000, les prix ont été multipliés par 2000. Cette inflation a sévi par pointes : les deux plus importantes correspondent aux deux guerres mondiales 14-18 et 39-45, périodes où l'Etat use de la planche à billets pour assurer les dépenses de guerre. Il se débarrasse de ses dettes en les remboursant en monnaie de singe.

La Première guerre voit ainsi les prix multipliés par 5, la Seconde par 22 si l'on inclut l'après guerre. Les deux guerres sont donc responsables à elles seules d'une multiplication des prix par 5x22, soit plus de 100. L'entre deux guerres connaît également des pics d'inflation au milieu des années 1920 (Graphique 1-1, Piketty p53). Les lendemains de la Seconde guerre connaissent une inflation de plus de 50% durant quatre années de suite. On note ensuite un pic en 1958 (guerre d'Algérie) et pour la première fois une inflation en période de paix, de 1973 à 1982.

Piketty, dont nous reprenons des chiffres et un certain nombre de conclusions, a donc travaillé en convertissant toutes ses données en francs constants à leur valeur de 1998. Quand on parlera de francs, même pour les années d'avant 1960 (« ancien franc »), il s'agira toujours de nouveaux francs, à la valeur de 1998. Sinon, nous utiliserons les euros, sur la base de ce franc 1998.

Enfin, il est utile de jeter aussi un regard sur les richesses produites à la source (« valeur ajoutée brute –secteurs marchand et non marchand-»), c'est-à-dire dans les entreprises, dont le total nous donne le PIB, pour voir leur partage entre profits et salaires. Selon la comptabilité nationale, 1478 milliards d'euros de richesse ont été produits en 2004. Ils ont été répartis de la manière suivante : 858 milliards (58%) ont servi à rémunérer des salaires. Sur cette somme, il y a 318 milliards, soit 37% des salaires globaux, que l'employeur se doit de reverser à l'Etat, qui les redistribue ensuite aux ménages, mais selon un mode répartition différent de celui des salaires. (Alter éco n°66 hors série, p15)

A l'autre bout de la production totale de richesses, on compte 450 milliards (30%) qui vont au capital (« Excédent brut d'exploitation »). Moins de la moitié (202 milliards, 45%) servent à investir, à rembourser des emprunts, etc. bref à la machinerie économique des entreprises. Un tiers (30%) sont des loyers que touchent les propriétaires de bâtiments (dont une partie sont des loyers fictifs, cf plus loin). Enfin, un quart sont des « revenus de la propriété » : en clair des intérêts des divers placements, des dividendes rapportés par des actions.

Entre les salaires et l'excédent brut d'exploitation, il y a encore 116 milliards (8% de la valeur ajoutée brute) appelés revenus mixtes, terme que nous allons bientôt expliquer. Retenons pour l'instant la répartition globale de la richesse, selon la comptabilité nationale : 58% vont aux salaires, 30% au capital.

12 - LES DIVERSES CATEGORIES DE REVENUS DANS L'ENSEMBLE DE LA POPULATION

Nous examinons ici les différentes catégories de revenus du travail et du capital, telles qu'elles sont utilisées par l'administration, car c'est elles que nous allons utiliser, tout d'abord pour l'ensemble de la population. Cela nous permettra de mieux nous rendre ensuite des observations particulières que nous ferons quand nous en arriverons aux très hauts revenus. Il y a donc 3 catégories de revenus du travail et 3 catégories également de revenus du capital.

Les revenus du travail sont assez simples: les salaires, les pensions de retraite, les prestations sociales.

Les revenus du capital sont : les revenus fonciers, les revenus de capitaux mobiliers et les revenus mixtes. Les revenus fonciers sont les loyers versés aux propriétaires de maisons ou immeubles, terrains et autres biens immobiliers. Les revenus de capitaux mobiliers sont versés sous forme de dividendes aux actionnaires, d'intérêts aux porteurs d'obligations et aux détenteurs de livrets de dépôts (épargne et autres).

Cette distinction entre revenus du travail et du capital n'est pas la nôtre. Elle suppose notamment que l'économie peut faire naître des revenus de la simple détention du capital, sans lien avec aucun travail. Ce qui est faux. Tout intérêt tiré d'un livret de caisse d'épargne, tout dividende obtenu sur une action, ne peut avoir de valeur effective que si la société produit par ailleurs une valeur productive correspondante. La séparation entre revenu du capital et du travail n'est qu'une illusion, qui provient d'une division de plus en plus poussée de la société.

Dans un certain nombre de cas, d'ailleurs, les tenants de cette société eux-mêmes sont incapables de distinguer entre les revenus du travail et ceux du capital. Lorsqu'il s'agit par exemple des bénéficiaires réalisés par des individus non salariés (notaires, avocats, médecins, etc) qui rémunèrent selon eux à la fois leur travail et le capital qu'ils ont investi dans leur entreprise. Ils s'en sortent en appelant ces revenus des « revenus mixtes ».

Au cours du 20^è siècle, on peut faire plusieurs observations sur les parts relatives des différentes formes de revenus dans le revenu total de la population.

Tout d'abord, on observe une baisse des revenus mixtes, et en échange une augmentation des revenus du travail. Ce changement est lié au fait que de plus en plus de catégories se sont retrouvées salariées : l'emploi salarié est passé de 50% (au début du siècle) à près de 90% (19 millions sur 22). (chute vertigineuse des exploitants agricoles de 6 millions à 600 000 ; forte baisse des autres non salariés également : artisans, commerçants, professions libérales et chefs d'entreprises non agricoles, passant de 4 à 2 millions, chiffre stabilisé depuis la fin des années 1950).

Du côté des revenus du capital, on observe ce que Piketty appelle une courbe en U. En clair, la part des revenus du capital, partis d'un niveau global de 20% (dans le revenu des ménages) au début du siècle, baisse à 15% dans l'entre deux-guerres, et même à moins de

10% dans les années 40-50 qui suivent la seconde guerre, puis elle remonte lentement à 10-15% dans les années 60-70, 15-20% dans les années 80, et ne retrouvent leur niveau de 20% qu'à la fin des années 90.

L'hypothèse de Piketty est que ce sont les destructions des deux guerres, mais surtout de la Seconde guerre mondiale qui, ajoutées aux faillites des années 1930, en seraient la cause. Il y aurait eu à la fin de cette Seconde guerre une sorte de renouvellement des entrepreneurs, et une sorte de nouvelle phase d'accumulation du capital

Les revenus fonciers se sont effondrés en premier, passant de 10% à 3% à l'issue de la première guerre. On peut penser que cela est lié aux politiques de blocage des loyers, mises en place par l'Etat durant chacune des deux guerres mondiales et des années qui les ont suivies, provoquant un effondrement du niveau des loyers puisqu'on est en pleine inflation. (Piketty explique que l'actionnaire se délecte de l'inflation, alors que le propriétaire foncier la redoute, et inversement pour la déflation)

En tout cas, les revenus du capital restent toujours partagés en deux parties égales entre revenus fonciers et revenus de capitaux mobiliers. (Mais il faut savoir que la comptabilité nationale inclut dans les revenus fonciers des loyers « fictifs », lorsque des propriétaires occupent leur logement, en considérant qu'ils se les versent à eux-mêmes.)

13 - UNE ANALYSE DES TRES HAUTS REVENUS : LES SOMMETS DE LA SOCIETE CAPITALISTE

Nous allons maintenant mettre sous nos yeux une sorte de microscope social, et examiner le monde des puissants. Nous ne pouvons pas garder les termes que nous avons déjà utilisés d'ultra-riches (pour millionnaires en dollars) et de giga-riches (milliardaires en dollars) parce que Piketty utilise les statistiques des impôts et nous sommes obligés de les suivre, ne disposant de rien d'autre.

Mais l'idée est un peu la même. A partir du tableau 0-1 page 13 qui indique le revenu moyen des hauts revenus de Piketty, nous en avons déduit un tableau où l'on peut à la fois chiffrer le nombre de gens concernés (ce que ne fait pas Piketty jusqu'au bout) et leur niveau de revenu :

Revenu moyen des hauts revenus (En Francs 1998)

<i>fractile selon Piketty</i>	Pourcentage des foyers	Effectif des foyers	Revenu moyen/mois en F (1998)	Seuils de revenus mensuels	<i>appellation Piketty</i>
TOTAL		3 200 000	35 000	22 000 et plus	<i>1^{er} décile</i>
<i>P90-95</i>	50%	1 600 000	25 000	22 000 – 28 000	<i>Classes moyennes</i>
<i>P95-99</i>	40%	1 280 000	35 000	28 000 – 49 000	<i>Classes moyennes supérieures</i>
<i>P99-99,5</i>	5%	160 000	56 000	49 000 – 64 000	<i>Classes supérieures</i>
<i>P99,5-99,9</i>	4%	128 000	84 000	64 000 – 120 000	« «
<i>P99,9-99,99</i>	0,9%	28 800	170 000	120 000 – 333 000	« «

<i>P99,99-100</i>	0,1%	3200	590 000	333 000 et plus	« 200 familles »
-------------------	------	------	---------	-----------------	------------------

Revenu moyen des hauts revenus (En euros - valeur du franc1998)

<i>fractile selon Piketty</i>	Pourcentage des foyers	Effectif des foyers	Revenu moyen/mois en €	Seuils de revenus mensuels	<i>appellation Piketty</i>
TOTAL		3 200 000	5 300	3 300 et plus	<i>1^{er} décile</i>
		<i>détail</i>			
<i>P90-95</i>	5%	1 600 000	3 800	3 300 – 4 200	<i>Classes moyennes</i>
<i>P95-99</i>	4%	1 280 000	5 300	4 200 – 7 500	<i>Classes moyennes supérieures</i>
<i>P99-99,5</i>	0,5%	160 000	8 500	7 500 – 9 800	<i>Classes supérieures</i>
<i>P99,5-99,9</i>	0,4%	128 000	12 800	9 800 – 18 300	« «
<i>P99,9-99,99</i>	0,09%	28 800	25 900	18 300 – 51 000	« «
<i>P99,99-100</i>	0,01%	3200	90 000	51 000 et plus	« 200 familles »

Nous allons d’abord faire un grossissement en regardant seulement les 10% des foyers (1^{er} décile) qui disposent des plus hauts revenus : les résultats sont indiqués en gras sur nos tableaux. 3 200 000 foyers sont dans ce cas, ils déclarent tous 3300 € ou plus par mois. Et la moyenne de leurs revenus est de 5300 € par mois.

Pour nous situer dans l’ensemble de la hiérarchie sociale en France, il faut comparer ce tableau avec celui que donne l’INSEE pour les salaires (2003) (dans France, portrait social 2005-2006) :

Salaires mensuels à temps complet
par catégorie socio-professionnelle (en 2003), en euros

Ensemble	1811
Cadres (y compris chefs d’entreprise salariés)	3565
Professions intermédiaires	1840
Employés	1280
Ouvriers	1328
Smic (169 h)	933,5

On ne voit même pas le premier décile sur ce tableau prétendument général de la société française. En fait, on se rend compte que nous sommes bien déjà, avec le premier décile, sur les sommets de la société française dans son ensemble. Seuls les salaires des cadres parviennent juste à frôler les revenus les plus bas que nous allons examiner à la loupe.

On va donc progressivement augmenter le grossissement de notre vision, et on va découvrir de nouvelles bestioles, très différentes des chiffres moyens (en gras). On a découpé le premier décile dans son ensemble en 6 tranches de plus en plus fines au fur et à mesure que l’on monte dans les revenus.

Les premières tranches, jusqu'à 4200€ ou jusqu'à 7500€ restent au fond peu éloignées de l'image générale du premier décile. Mais lorsque l'on continue le grossissement, on découvre des catégories de foyers qui touchent plus de 18 000, et plus de 50 000 euros par mois.

Ils sont près de 30 000 à toucher ainsi en moyenne plus de 25 000€ mensuels (220 000€ annuels, plus de 2 millions de francs annuels).

Et ils sont plus de 3000 à toucher en moyenne 90 000€ mensuels (plus de 1 million d'euros annuels, plus de 7 millions de francs annuels).

On voit déjà une chose : les fameuses 200 familles –peu importe le nombre exact- que dénonçait la gauche dans les années 1930 existent bel et bien. Il y a bien dans ce pays un groupe de plusieurs centaines ou de quelques milliers de familles complètement au-dessus du lot. On les avait déjà entrevues avec les chiffres sur les patrimoines. Ces familles détiennent des patrimoines si considérables qu'elles peuvent en vivre sans avoir besoin de revenus du travail.

On voit que sans le grossissement du microscope, on n'a pas du tout cette image de la société, même si l'on sait qu'il y a des riches et des pauvres. On a une image disons équilibrée, moitié riches - moitié pauvres, ou un tiers – deux tiers. Là, on découvre une image au contraire totalement pyramidale, avec une pointe qui monte extrêmement haut.

Même le premier décile nous donnait une image que l'on dirait de classes moyennes, avec un revenu apparent de 5000 €. Prendre 10% des foyers les mieux rémunérés, comme le font souvent les journaux ou l'INSEE, ne nous dit donc rien de la véritable structure des sommets de la société.

Les 30 000 foyers –deux dernières lignes de notre tableau- qui forment le véritable sommet n'ont pas grand chose à voir avec l'immense majorité des 3 170 000 restants du premier décile, et qui sont tous des riches.

Les deux premières lignes du détail du tableau, soit 2 880 000 de ces personnes ont l'immense majorité de leur revenu encore sous forme de revenu du travail (respectivement 90% et 80%), c'est-à-dire de salaires et de pensions de retraite, comme la moyenne de la population française.

Par contre, pour la dernière ligne, la majorité des revenus sont des revenus du capital (60%). Et dans ces revenus du capital, 90% sont des revenus de capitaux mobiliers, actions et obligations.

Les classes moyennes (ou moyennes supérieures) investissent proportionnellement plus dans le foncier, dans la pierre. Mais les « vrais riches » sont ceux qui détiennent le capital des entreprises.

Ce qui est remarquable, c'est que cette différence à l'intérieur des plus hauts niveaux sociaux est valable tout au long du 20^è siècle. Et l'on peut penser que c'est une caractérisation même d'une société capitaliste. Plus on monte dans cette société, plus c'est la part en revenus du capital qui joue un rôle important.

Cette société n'est absolument pas démocratique de ce point de vue. Le capital est loin d'être accessible largement à la population. Même dans le 1^{er} décile (les 3 200 000 foyers du tableau) les revenus du capital n'ont jamais réussi à dépasser les 10-15% pour les « classes moyennes », ou 15-20% pour les « classes moyennes supérieures ».

Plus on monte dans la hiérarchie des revenus, moins on trouve de salaires dans les revenus d'activité, et plus on trouve les fameux « revenus mixtes ». Ils vont depuis les gains d'un petit artisan ou commerçant, jusqu'à nombre de médecins, de gros commerçants et autres entrepreneurs prospères. Ce qui signifie que les non salariés forment un groupe encore moins homogène que les salariés. Selon Piketty, les effectifs des professions libérales, bien qu'en forte progression au cours du siècle, « ont toujours été beaucoup trop faibles pour qu'elles puissent constituer autre chose qu'une catégorie résiduelle au sein du décile supérieur » (page 186)

14 - UNE ETUDE DES TRES GROS PATRIMOINES

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot (directeurs de recherche au CNRS), spécialistes de longue date de l'étude de la haute bourgeoisie en France, ont repris la méthode de Piketty d'études en tranches de plus en plus fines pour analyser les sommets de la société, et l'ont appliquée aux personnes assujetties à l'ISF, impôt de solidarité sur la fortune, qui permet de juger, en partie des très gros patrimoines.

Ce travail a été publié dans Alternatives économiques (février 2002, n°200). Ils obtiennent un tableau, qui illustre sous un autre angle les résultats de Piketty. La population assujettie à l'ISF est de 212 000 foyers en 1999, qui nous a permis de déduire celui ci-dessous :

Les structures des patrimoines selon leur importance (au 1^{er} janvier 1999), en euros :

	nombre de foyers		Résidence principale	Résidences secondaires	Valeurs mobilières	Total patrimoine imposable
1 ^{er} décile	21 200	moins riches	180 000	260 000	400 000	840 000
			22%	31%	47%	100%
10 ^è décile	21 200	plus riches	300 000	900 000	5 300 000	6 500 000
			5%	15%	80%	100%
	1000	plus riches	580 000	1 700 000	36 000 000	38 300 000
			2%	4%	94%	100%
	100	plus riches	800 000	2 500 000	137 000 000	140 000 000
			0,5%	2%	98%	100%

Dans le 1^{er} décile (les 21 200 foyers assujettis à l'ISF les moins riches sur un total de 212 000 foyers assujettis en 1999), les patrimoines sont essentiellement constitués par les résidences. Ces gens déclarent 53% de leur patrimoine sous forme d'immeubles, et 47% sous forme de valeurs mobilières.

A l'autre bout, tout en haut de cette société, dans le 10^e décile (les 21 200 foyers assujettis à l'ISF les plus riches sur un total de 212 000 foyers assujettis en 1999), les valeurs mobilières représentent 80%. Et même 94% et 98% chez les 1000 ou chez les 100 plus riches.

Cela ne veut pas dire du tout que la valeur de leurs résidences sont plus médiocres : il suffit de jeter un œil sur les chiffres –en valeur absolue- croissants des valeurs des résidences au fur et à mesure de la hiérarchie de la richesse. Mais que ces valeurs augmentent ne doit pas nous cacher le fait que leur importance diminue dans la constitution et le renouvellement du patrimoine.

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot donnent une autre indication qui ne va pas plaire aux gens de gauche : ce sont les plus riches des riches qui payent le plus pour ce qui est de l'impôt sur la fortune. Et de très loin : sur un total de 1,68 milliards d'euros payés par les 212 000 foyers de la grande fortune (en 1999), les 100 plus riches du tableau ci-dessus en ont payé à eux seuls les trois quarts (1,28 milliards€) ; les mille plus riches ont payé près d'un quart (22%, avec 0,37 milliard d'euros. Les 21 000 moins riches du premier décile n'ont payé que 5,6 millions d'euros, quasiment rien à côté des sommets de cette société.

Pour la très haute bourgeoisie, on paye l'impôt un peu comme un syndiqué ou un membre de parti paye sa cotisation : elle est certes importante, mais elle lui donne un droit important, un droit de regard sur le groupe pour lequel il cotise, et là c'est notre société toute entière dont il s'agit. Il en devient d'une certaine manière un peu le propriétaire. Et avec les écarts gigantesques qu'on observe même au sein des plus riches, c'est véritablement une poignée qui s'arroge la suprématie et le pouvoir.

Il faut noter que l'on ne peut pas entrer plus en détail à l'intérieur des 100 plus riches ; y a-t-il encore inégalité à l'intérieur de cette centaine de « très hauts foyers », est-elle aussi criante ? à quels chiffres parvient-on pour les premiers ? Secret, « secret statistique » disent Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot. Nous dirons « secret capitaliste ».

Mais on peut penser que cela doit sacrément bouger dans ces niveaux-là au niveau des chiffres. Le monde des riches s'enrichit vite, plus vite que la moyenne de la population. Et de plus en plus vite lorsque l'on monte sur ses plus hautes marches. En 2005, le nombre de foyers assujettis à l'ISF se retrouve déjà à près de 400 000 foyers. Cet impôt rapporte alors 3 milliards d'euros. C'est un doublement en 7 ans.

Il y a donc une partie du processus de la reproduction capitaliste qui reste éternellement clandestine, absolument cachée, de tous temps et à toutes les époques. Aux débuts du capitalisme, c'est là que se sont accumulées le plus vite et le plus grassement, des fortunes et des capitaux. Cela s'est fait par la violence, le mensonge, le terrorisme et autres coups bas absolument dignes des gangsters, dont on a eu récemment une petite idée, avec l'ouverture au capitalisme de l'ex-URSS, au cours des années 1990. On en avait aussi une description dans un ouvrage comme La guerre industrielle de Jelen et Oudiette, sans parler évidemment des écrits de Marx.

15 - PATRONS ET CAPITALISTES PRODUISENT-ILS DE LA RICHESSE ?

Les capitalistes que nous avons côtoyés ici, qu'ils s'agissent des fonctionnaires de second rang du genre Lindsay Owen-Jones ou des vieilles familles qui ont derrière elles des générations de richesses capitalistes accumulées, comme les Bettencourt, tous ces gens-là

croient dur comme fer qu'ils doivent bien à eux-mêmes, à leur travail, ce qu'ils gagnent sous forme de revenu, et ce qu'ils obtiennent comme position sociale.

Chacun est certain de devoir sa réussite à ses talents de bon capitaliste, à sa capacité à gérer ses affaires dans le contexte de guerre économique planétaire dans laquelle lui et les siens sont plongés en permanence. Chacun doit prendre des risques personnels et financiers, miser son argent à certains moments, faire des « sacrifices » sur sa fortune à d'autres. Il leur a fallu faire les bons choix pour organiser les usines, les ateliers, la production, faire le meilleur choix de produits à fabriquer, le meilleur choix de prix pour vendre sur les marchés.

Et il arrive que des paris soient perdus. Il arrive que de l'argent pris sur des possibilités de se pourvoir en plus de domestiques, d'organiser plus de fêtes, de disposer de plus de yachts dans plus de ports, etc. ne rapporte pas le gain espéré. Il arrive qu'un produit soit un fiasco commercial, industriel ou financier.

La vie même du capitaliste est un pari. Car rien n'est planifié, raisonné. On produit pour vendre, mais on n'a aucun moyen de savoir si ce qu'on produit sera effectivement vendu dans ce système. On le sait après coup, une fois que le produit est réalisé, et distribué sur les marchés. C'est l'inverse d'une réflexion organisée, d'une connaissance sage et programmée des besoins, des capacités de produire et de fournir.

Il est vrai aussi que les capitalistes, du moins un certain nombre d'entre eux, travaillent. Ils lisent des journaux, des rapports écrits pour se faire un avis. Ils téléphonent à leurs collaborateurs pour écouter leurs avis, choisir une décision. Ils écrivent, prennent l'avion ou le train, visitent des entreprises, jugent des évolutions technologiques, des méthodes de fabrication. Ils décident de fermer ici des ateliers, là de virer 30 000 personnes, ailleurs de monter une nouvelle usine. Tout ceci, dit Marx, « induit le capitaliste à penser -le persuade- que son profit est dû non à l'exploitation du travail, ... mais surtout à son action personnelle ».

Même s'ils délèguent une partie de ce travail, s'ils le partagent en autant de spécialités qu'ils peuvent en inventer et en payer, il leur faut le contrôler, le suivre, suivre celui des concurrents, suivre les cours de la Bourse qui sont le seul regard possible sur les possibilités réelles des marchés en l'absence de planification, même s'ils regardent là par une fenêtre bouchée. Nul doute donc, ces gens travaillent.

Mais ils travaillent là pour eux, pour leur système, et pour leur classe. Ils travaillent pour garder leur part de domination dans l'ensemble de ce système. Ils ne travaillent en rien pour ce qui est de participer à la production, qu'il s'agisse d'automobiles, de bas nylon ou de micro processeurs. Ceux qui participent à créer cette richesse concrète, ce sont les ouvriers, et dans une certaine mesure les employés, les techniciens.

Comme le dit Tom Thomas (Conscience et lutte de classe, Contradictions 2006), *« Le travail social gratuit de l'ensemble des prolétaires est, fondamentalement, la seule source de profit. Certes, ses efforts et qualités de capitaliste lui permettent de s'en approprier une part plus ou moins grande, d'où l'illusion qu'il doit ce qu'il gagne à lui-même. Mais il ne reçoit là qu'une récompense proportionnelle à sa participation plus ou moins importante, plus ou moins efficace, à faire produire cette plus-value sociale »*

De même la hiérarchie au sein de l'entreprise laisse à penser que chacun à son niveau, du haut en bas de la pyramide, apporte sa pierre à un édifice construit ensemble. « Le rapport

entre le Capital et le Travail revêt la fausse apparence d'un rapport d'association dans lequel l'ouvrier et l'entrepreneur se partagent le produit suivant la proportion des divers éléments qu'ils apportent » (Marx, le Capital).

Et à la base de la production aussi, l'ouvrier croit de la même manière à cette vision. C'est que l'immense majorité des gestes, des connaissances, des techniques, mises en œuvre dans l'entreprise semblent une inconnue inaccessible au travailleur de base, à l'ouvrier. On a enlevé à l'ouvrier tout son savoir-faire, au fil des générations. Et là où c'était un spécialiste et un artisan, un passionné par son travail et un artiste de précision, un connaisseur de longue date et quelqu'un de préoccupé par la transmission de son savoir aux jeunes apprentis, on en a fait un automate, on a vidé son cerveau de tout ce que l'on pouvait, on a limité ses gestes au strict minimum, on les a séparés en autant d'ouvriers. Et on a utilisé l'introduction des machines pour forcer l'organisation du travail à cette évolution.

Bref, on a désorganisé l'ouvrier pour lui enlever la possession de son métier. Et c'est ainsi que celle-ci est passée du côté du capital. Le jeune ouvrier qui embauche dans l'usine aujourd'hui a l'impression d'être un simple pion sans intérêt, interchangeable à tout moment, remplaçable très facilement.

Tout ce que l'ouvrier n'a plus entre les mains ou dans sa tête, il l'attribue au capital. Et au travail du capital. Mais en quoi consiste au fond ce travail capitaliste ? en l'appropriation sans cesse renouvelée, sans cesse accentuée de la connaissance de l'art de produire. Il s'agit d'enlever, matin, midi et soir, aux ouvriers, la possibilité de connaître, comprendre, donc maîtriser l'ensemble du processus de production.

C'est donc un travail de « désorganisation » sociale autant que d'organisation de la production dont il s'agit quand on parle du travail des capitalistes. Il s'agit de défaire ce qui vient de l'ouvrier, pour le refaire autrement, sous un autre contrôle. Et c'est ce qui induit d'ailleurs une organisation sociale inégalitaire dans l'entreprise.

16 – UNE AUTRE VISION POUR UNE AUTRE ORGANISATION SOCIALE

Mais on peut imaginer une autre organisation sociale. Les ouvriers auraient pu rester les ouvriers qualifiés qu'ils étaient lorsque les premiers capitalistes ont fait appel à eux. Ils possédaient d'ailleurs souvent leurs outils, un savoir faire et un savoir, et le contrat qu'ils signaient alors avec le patron en échange d'un travail n'était pas un contrat d'exploitation.

Il l'est devenu au fur et à mesure que l'ouvrier a été mis en état d'infériorité sociale : ne possédant ni qualification utile à la production, ni outillage, ni aucun moyen de subsistance, il a dû se prolétarianiser. Et il reste prolétaire, ne possédant que sa seule force de travail, dans le cas de la masse ouvrière.

Avec des ouvriers non dépossédés au fil des générations de leurs connaissances individuelles et collectives, on pourrait envisager un tout autre partage des tâches et des qualifications dans l'entreprise. Chacun pourrait développer ses possibilités dans le domaine qui lui convient. L'on ne séparerait pas travail manuel et travail intellectuel. On aurait sans doute une grosse majorité d'hommes et de femmes aimant toucher aux deux aspects, et trouvant les moyens d'être utiles dans l'un et dans l'autre.

Et l'entreprise serait une grande collaboration de tels êtres égaux, où un ouvrier fraiseur peut être un bon fraiseur durant 2 heures par jour, et aussi un bon comptable ou un bon dessinateur industriel deux autres heures. Un autre qui aime toucher à la mécanique aura aussi à cœur de se faire balayeur, car il ne serait plus question de concentrer les tâches rebutantes sur le dos d'une catégorie plus mal traitée que les autres. Et l'inverse, une femme de ménage saura trouver une idée de bon sens pour proposer d'améliorer la configuration de telle machine si on lui donne la possibilité de travailler dessus.

Et puis, dans chaque entreprise on pourra tous consacrer un certain temps, en permanence, à la connaissance, à la formation, à faire marcher sa tête, pour que tout soit accessible à tous, que l'on puisse passer d'une spécialité à une autre, que l'on puisse avoir plusieurs spécialités. Pour fixer les idées, on pourrait imaginer que l'on ressent normal d'avoir besoin d'une heure d'un tel travail intellectuel quotidien, en formation, en échange de connaissances, de savoir faire, savoir organiser, ou simplement pour faire connaissance avec les camarades de travail.

Tout ce qui est aujourd'hui accumulé dans les têtes des ingénieurs et des cadres, tout ce qui est par ailleurs propriété individuelle et secrète de chaque travailleur isolé dans sa solitude, pourra ainsi être réparti entre tous, rendu accessible à tous, enrichi et multiplié. Il peut y avoir plusieurs comptables et plusieurs manières de faire les comptes, plusieurs projets techniques et plusieurs projets de dessins techniques.

C'est là que la concurrence chère au capitalisme pourra se loger, en devenant émulation, joie de bien faire. Elle n'aura plus la virulence et les conséquences catastrophiques de son impact quand elle devient guerre économique entre entreprises.

Dans le même temps où l'on entamerait une réorganisation profonde des échanges d'information, des attributions de travail à l'intérieur de chaque entreprise, l'on voudra également modifier les écarts qui existent entre entreprises. Certaines regroupent des travaux sans ou avec très peu de qualification, alors que d'autres sélectionnent une immense majorité d'ingénieurs, techniciens et personnels hautement qualifiés.

Cette division aussi est dangereuse et injuste. Et l'on aura à cœur de l'effacer progressivement, par des échanges de personnels, de matériels et de travaux à réaliser. L'objectif viendra naturellement d'aller vers une sorte d'équité, un partage des tâches rebutantes, qui permettra d'éviter leur concentration, de les dissoudre de plus en plus par une prise en charge de plus en plus vaste par l'ensemble de la société.

Enfin, dès que cela sera possible, une telle attitude aura sa correspondance également sur le plan international. Car l'on ne saurait se satisfaire d'un stade qui verrait s'installer durablement une division du travail entre zones à travail pénible, sale, rebutant, où les personnels sont méprisés et zones à travail agréable, qualifié, et où les gens sont considérés en responsables et traités comme tels.

Ce n'est donc pas seulement le capital, avec ses hauts salaires, ses hauts revenus, ses gros patrimoines en actions, qu'il faut enlever aux capitalistes si l'on veut construire une autre société, c'est toute la division catastrophique du travail qu'il faut réfléchir à reconstruire. Et avec elle les rapports humains et les rapports sociaux qui s'en suivent.